

MESURES VISANT A PROMOUVOIR L'EMPLOI ET LA FORMATION

Convention collective de travail du 26 avril 2001.

CHAPITRE 1

Champ d'application

Article 1 - La présente convention collective de travail est applicable aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises relevant de la commission paritaire de la transformation du papier et du carton.

Elle est conclue en application de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses.

CHAPITRE 2

Groupes à risques

Article 2 – Ce chapitre est conclu en application de la sous-section 1^o de la section VI du chapitre III de la loi du 26 mars 1999 dont question à l'article précédent.

Conformément à l'article 106 de cette loi, l'effort de 0,10 % visé à l'article 105 de cette même loi est utilisé en 2001 et en 2002, via le Fonds de sécurité d'existence, pour stimuler des actions de formation et de recyclage des ouvriers et ouvrières du secteur.

Article 3 - Les personnes appartenant aux groupes à risque sont les suivantes :

1) le chômeur de longue durée :

- le demandeur d'emploi qui, pendant les six mois qui précèdent son engagement, a bénéficié sans interruption d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine ;
- le demandeur d'emploi qui, pendant les six mois qui précèdent son engagement, a travaillé uniquement à temps partiel pour échapper au chômage et/ou comme intérimaire ;

2

2) le chômeur à qualification réduite :

le demandeur d'emploi de plus de 18 ans qui n'est titulaire :

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

20-06-2001
a3/136werkkg

10-08-2001

NR.
N°

58508 100/236

- ni d'un diplôme de l'enseignement universitaire ;
- ni d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur technique de type long ou de type court ;
- ni d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur technique ;

3) le chômeur handicapé :

le demandeur d'emploi handicapé qui, au moment de son engagement, est enregistré au Fonds national de reclassement social des handicapés ;

4) le jeune à scolarité obligatoire partielle :

le demandeur d'emploi âgé de moins de 18 ans qui est encore soumis à l'obligation scolaire et qui ne poursuit plus l'enseignement secondaire de plein exercice ;

5) la personne qui réintègre le marché de l'emploi :

le demandeur d'emploi qui remplit simultanément les conditions suivantes :

- ne pas avoir bénéficié d'allocations de chômage ou d'allocations d'interruption de carrière au cours de la période de **trois ans** qui précède son engagement ;
- ne pas avoir exercé une activité professionnelle au cours de la période de **trois ans** qui précède son engagement ;
- avoir, avant la période de trois ans visée aux deux points précédents, interrompu son activité professionnelle, ou n'avoir jamais commencé une telle activité ;

6) le bénéficiaire du minimum de moyens d'existence :

le demandeur d'emploi qui, au moment de son engagement, bénéficie du minimum de moyens d'existence ;

7) le chômeur âgé :

le demandeur d'emploi âgé de 50 ans et plus ;

3

8) le chômeur du plan d'accompagnement :

le demandeur d'emploi ayant suivi le plan d'accompagnement ;

9) le travailleur à qualification réduite :

le travailleur qui n'est titulaire :

- 4
- ni d'un diplôme de l'enseignement universitaire ;
 - ni d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur technique de type long ou de type court ;
 - ni d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur technique ;

10) le travailleur à qualification inadéquate ou insuffisante :

- le travailleur qui doit être réorienté vers une autre fonction;
- le travailleur dont la qualification est devenue insuffisante ou inadéquate suite à l'évolution technologique.

Article 4 - Le comité de gestion du Fonds de sécurité d'existence est chargé de l'élaboration du règlement pour l'application pratique de ces mesures.

CHAPITRE 3

Formation.

Article 5 – Chaque entreprise réservera en 2001 et en 2002, 0,5 % du temps de travail effectif pour la formation et l'apprentissage. L'évaluation de la réalisation de cet objectif se fera en conseil d'entreprise ou à défaut en délégation syndicale. Si aucun de ces organes n'existe dans l'entreprise, l'évaluation se fera sur base des données reprises dans le bilan social.

CHAPITRE 4

Divers

Article 6 – Les parties signataires conviennent de favoriser le travail à temps partiel sur base volontaire quand l'organisation du travail le permet.

4

Article 7 – L'occupation d'ouvriers et d'ouvrières dans le cadre de l'activation des allocations de chômage n'est possible qu'après consultation de la délégation syndicale et présentation de la proposition au Président de la commission paritaire, qui la transmettra aux organisations représentées en commission paritaire. En cas d'absence de réaction négative dans les 10 jours suivant l'envoi, la proposition est acceptée.

Article 8 – Les délais de préavis prévus par l'article 2² de la C.C.T. n° 75 du C.N.T. du 20 décembre 1999 relative aux délais de préavis des ouvriers, seront d'application à partir du 1^{er} janvier 2002, avec cependant 2 exceptions :

-
- ² 1) 35 jours pour les ouvriers qui comptent de 6 mois à moins de 5 ans d'ancienneté dans l'entreprise ;
 - 2) 42 jours pour les ouvriers qui comptent de 5 ans à moins de 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise ;
 - 3) 56 jours pour les ouvriers qui comptent de 10 ans à moins de 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise ;

- En cas de licenciement par l'employeur en vue de la mise en prépension de l'ouvrier ou l'ouvrière, les délais de préavis prévus par l'article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, restent d'application.
- En cas de licenciement d'un ouvrier ou d'une ouvrière comptant moins de six mois de service ininterrompu dans la même entreprise, les délais de préavis réduits restent d'application conformément aux dispositions de l'article 60 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Article 9 - En application de l'article 26 bis, § 2 bis, de la loi sur le travail du 16 mars 1971, les heures supplémentaires qui sont effectuées dans le courant d'un trimestre et qui, pour des raisons inhérentes à l'organisation du travail, ne peuvent pas être récupérées dans le courant du trimestre suivant, entrent en ligne de compte pour être payées après constatation par la délégation syndicale d'un commun accord avec le travailleur concerné. Il s'agit d'heures supplémentaires, prestées pour raison de surcroît extraordinaire de travail ou de nécessité imprévue, cas pour lesquels la loi prescrit une procédure spécifique.

CHAPITRE 5

Dispositions finales

Article 10 – La présente convention collective de travail est conclue pour une durée de deux ans et entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001 et cesse de l'être le 31 décembre 2002.

4) 84 jours pour les ouvriers qui comptent de 15 ans à moins de 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise ;
 5) 112 jours pour les ouvriers qui comptent 20 ans d'ancienneté et plus dans l'entreprise ;

4

MAATREGELEN TOT BEVORDERING VAN DE WERKGELEGENHEID EN DE VORMING

Collectieve arbeidsovereenkomst van 26 april 2001

HOOFDSTUK 1

Toepassingsgebied

Artikel 1 – Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en arbeidsters en arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen welke onder de bevoegdheid van het paritair comité voor de papier- en kartonbewerking ressorteren.

Zij is afgesloten in toepassing van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen.

HOOFDSTUK 2

Risicogroepen

Artikel 2 – Dit hoofdstuk is afgesloten in toepassing van hoofdstuk III, afdeling VI, onderafdeling 1 van de wet van 26 maart 1999 waarvan sprake in vorig artikel.

Overeenkomstig artikel 106 van deze wet, wordt de inspanning van 0,10 % bedoeld in artikel 105 van dezelfde wet gebruikt in 2001 en 2002, langs het Fonds voor Bestaanszekerheid, om de vormings- en omscholingsmogelijkheden van de arbeiders en arbeidsters te stimuleren.

Artikel 3 – Volgende personen behoren tot de risicogroepen :

1) de langdurige werkloze :

- de werkzoekende die gedurende **de zes maanden** die aan zijn indienstneming voorafgaan, zonder onderbreking werkloosheids- of wachtuitkeringen heeft genoten voor alle dagen van de week ;
- de werkzoekende die, gedurende **de zes maanden** die aan zijn indienstneming voorafgaan, uitsluitend deeltijds heeft gewerkt om aan de werkloosheid te ontkomen en/of als interimair ;

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. |

20 -06- 2001

10 -08- 2001

NR.
N°

58508

10/136

2) de laaggeschoolde werkloze :

de werkzoekende van meer dan 18 jaar die geen houder is van :

- ofwel een universitair diploma ;
- ofwel een diploma of een getuigschrift van het hoger technisch onderwijs van het lange of het korte type ;
- ofwel een getuigschrift van het hoger secundair technisch onderwijs ;

3) de gehandicapte werkloze :

de werkzoekende die, op het ogenblik van zijn indienstneming, bij één der Fondsen voor de sociale integratie van de mindervalide personen is ingeschreven ;

4) de deeltijds leerplichtige :

de werkzoekende van minder dan 18 jaar die nog onder de leerplicht valt en die het secundair onderwijs met volledig leerplan niet meer volgt ;

5) de herintreder :

de werkzoekende die tegelijk aan de volgende voorwaarden voldoet :

- geen werkloosheidsuitkeringen of loopbaanonderbrekingsuitkering hebben genoten gedurende de periode van **drie jaar** die zijn indienstneming voorafgaat ;
- geen beroepsactiviteit hebben uitgeoefend gedurende de periode van **drie jaar** die zijn indienstneming voorafgaat ;
- voor de periode van drie jaar, bedoeld in de twee vorige punten, zijn beroepsactiviteit hebben onderbroken, ofwel nooit een dergelijke activiteit begonnen zijn ;

6) de bestaansminimumtrekker :

de werkzoekende die op het ogenblik van zijn indienstneming het bestaansminimum ontvangt ;

7) de oudere werkloze :

de werkzoekende van 50 jaar en ouder ;

8) de werkloze uit een begeleidingsplan :

de werkzoekende die een begeleidingsplan heeft gevolgd ;

9) de laaggeschoolde werknemer :

de werknemer of werknemster die geen houder is van :

- ofwel een universitair diploma ;
- ofwel een diploma of getuigschrift van het hoger technisch onderwijs van het lange of het korte type ;
- ofwel een getuigschrift van het hoger secundair technisch onderwijs ;

10) de werknemer of werknemster met een onaangepaste of een ontoereikende beroepsbekwaamheid :

- de werknemer of werknemster die naar een andere functie moet worden geheroriënteerd ;
- de werknemer of werknemster waarvan de beroepsbekwaamheid onaangepast of ontoereikend is geworden tengevolge van de technische evolutie.

Artikel 4 – Het beheerscomité van het Fonds voor bestaanszekerheid is belast met het opstellen van het reglement voor de praktische toepassing van deze maatregelen.

HOOFDSTUK 3

Vorming

Artikel 5 – In 2001 en 2002 zal elke onderneming 0,5 % van de werkelijke arbeidstijd voorbehouden voor vorming en opleiding. De evaluatie van de realisatie van dit objectief zal gebeuren door de ondernemingsraad of bij ontstentenis door de syndicale afvaardiging.

Als geen van deze organen binnen de onderneming bestaat, zal de evaluatie gebeuren op basis van de gegevens die opgenomen zijn in de sociale balans.

HOOFDSTUK 4

Diversen

Artikel 6 – Ondertekenende partijen komen overeen de deeltijdse arbeid op vrijwillige basis aan te moedigen wanneer de arbeidsorganisatie zulks toelaat.

Artikel 7 – De tewerkstelling van arbeiders en arbeidsters in het kader van de activering van de werkloosheidsuitkeringen is enkel mogelijk na raadpleging van de vakbondsafvaardiging en voorlegging van het voorstel aan de Voorzitter van het paritair comité die het zal overmaken aan de organisaties vertegenwoordigd in het paritair comité.

Indien er binnen de 10 dagen na verzending geen negatieve reactie komt, is het voorstel aanvaard.

Artikel 8 – De opzeggingstermijnen voorzien in artikel 2¹ van de CAO nr. 75 van de NAR d.d. 20 december 1999 betreffende de opzeggingstermijnen van de werklieden, zijn van toepassing vanaf 1 januari 2002, met evenwel 2 uitzonderingen :

- Ingeval van ontslag door de werkgever met het oog op de brugpensionering van de arbeider of arbeidster, blijven de opzeggingstermijnen, voorzien in art. 59 van wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, van toepassing.
- Ingeval van ontslag van een arbeider of arbeidster, die minder dan 6 maanden ononderbroken in dienst van dezelfde onderneming was, gelden de verkorte opzeggingstermijnen overeenkomstig de bepalingen van artikel 60 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Artikel 9 - In toepassing van artikel 26 bis, §2 van de arbeidswet van 16 maart 1971, komen de overuren die in de loop van een kwartaal werden gepresteerd en om redenen inherent aan de arbeidorganisatie, niet kunnen worden gecupereerd in de loop van het daaropvolgend kwartaal, in aanmerking voor uitbetaling na vaststelling door de vakbondsafvaardiging en in gemeenschappelijk akkoord met de betrokken werknemer. Expliciet betreft het overuren gepresteerd wegens buitengewone vermeerdering van het werk of onvoorziene noodzakelijkheid ; gevallen waarvoor de wet een specifieke procedure bepaalt.

¹ 1) 35 dagen wat de werklieden betreft die tussen 6 maanden en minder dan 5 jaren anciënniteit in de onderneming tellen ;

2) 42 dagen wat de werklieden betreft die tussen 5 en minder dan 10 jaren anciënniteit in de onderneming tellen ;

3) 56 dagen wat de werklieden betreft die tussen 10 en minder dan 15 jaren anciënniteit in de onderneming tellen ;

4) 84 dagen wat de werklieden betreft die tussen 15 en minder dan 20 jaren anciënniteit in de onderneming tellen ;

5) 112 dagen wat de werklieden betreft die 20 of meer jaren anciënniteit in de onderneming tellen ;

HOOFDSTUK 5

Slotbepalingen

Artikel 10 – Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor een periode van twee jaar en treedt in werking op 1 januari 2001 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2002.